

DEMANDE D'AUTORISATION EXCEPTIONNELLE LICENCE

(Annule et remplace l'indice C)
(selon procédure P-04-00)

N° :
 Date :

DEROGATION ☐
 (Selon §6.3.1 de la P-04-00)

DEVIATION ☐
 (Selon §6.3.2 de la P-04-00)

LICENCE

N° licence :	Titulaire :					
FR.66.	Nom : Prénom : Date de naissance :					
VALIDITÉ :	A	B1	B2	B3	C	
Avions à turbines						
Avions à moteurs à pistons						
Hélicoptères à turbines						
Hélicoptères à moteurs à pistons						
Avionique						
Aéronefs lourds						
Aéronefs autres que les aéronefs lourds						
Avions non pressurisés à moteurs à pistons ayant une MTOM inférieure ou égale à 2 000 kg						
Limitations :						
Aéronefs :						

A) Objet de l'autorisation exceptionnelle :

L'objet doit inclure la date souhaitée du besoin opérationnel

B) Paragraphe(s) réglementaire(s) - Paragraphe(s) du manuel (ou procédures) de l'organisme impacté(s) :

Indiquer ici :

- la liste des paragraphes du manuel de l'organisme impactés par la demande ainsi qu'une description des impacts, et
- si applicable, la liste des articles des règlements (UE) 1321/2014 impactés par la demande ainsi qu'une description des impacts, et
- si applicable, la liste des AMC/GM au règlement (UE) 1321/2014 impactés par la demande ainsi qu'une description des impacts.

C) Privilège(s) impacté(s) :

Indiquer ici les privilèges (liés à la licence objet de la demande) impactés.

D) Justifications du caractère imprévisible et urgent ou opérationnel et urgent de la demande :

Indiquer ici les justifications permettant de démontrer :

- que **la demande a pour cause des circonstances imprévues** (indisponibilité d'un personnel sans anticipation possible, arrivée à échéance d'une butée avec des raisons valables qui expliquent le fait qu'une anticipation n'était pas possible, etc .), ainsi que la date à laquelle les circonstances motivant la demande ont été identifiées, et
- que **le besoin opérationnel est urgent** (détailler les impacts sur l'exploitation en cas de non octroi de la déviation/dérogation), et
- que **toutes les pistes non dérogatoires ont été explorées** (justifier par exemple pourquoi une procédure normale plus contraignante ou plus coûteuse ne peut pas être utilisée).

Important : les éléments attendus de la part du postulant doivent spécifiquement couvrir les 3 items en gras ci-dessus. A défaut, la demande sera jugée comme non recevable.

E) Butée/Valeur de l'autorisation exceptionnelle demandée :

La durée sollicitée doit être limitée au strict nécessaire.

Indiquer si la demande de dérogation est répétitive ou non. Le cas échéant, faire référence aux dérogations correspondantes précédemment délivrées et indiquer la durée totale. Si la durée dépasse 8 mois, le délai d'instruction à prendre en considération est fortement allongé : au minimum 15 jours. A anticiper dans la demande.

F) Justifications relatives à la sécurité, à la protection de l'environnement et au caractère non discriminatoire. Mesures compensatoires :

Indiquer ici :

- **les mesures compensatoires mises en place par l'organisme pour garantir un niveau de sécurité** équivalent aux exigences essentielles du règlement de base et **la protection de l'environnement** (exemples : audit, vérification supplémentaire, etc.), **et**
- **les moyens utilisés pour assurer la mise en œuvre des mesures compensatoires** (exemple : utilisation d'une checklist dédiée, suivi des actions proposés, etc.)..

La démonstration que les mesures compensatoires retenues permettent d'assurer un niveau de sécurité satisfaisant doit établir un lien entre les articles réglementaires/privileges/paragraphes du manuel de l'organisme, impactés par la demande et les mesures compensatoires proposées

*La justification doit également indiquer dans quelle mesure la demande ne va pas introduire de **distorsion de marché** (justifications par exemple associées au périmètre et à la durée limitées).*

Important : les éléments attendus de la part du postulant doivent spécifiquement couvrir les 3 items en gras ci-dessus. A défaut, la demande sera jugée comme non recevable

G) Mesures prises pour recouvrer une situation normale dans les délais de l'autorisation exceptionnelle (de façon à ne pas avoir à demander une extension) :

Un délai minimal de 48 heures **ouvrées** est souhaitable.

*Si applicable, indiqué « N/A » si la demande ne vient pas d'un organisme.

Date :

PARTIE RESERVEE A L'AUTORITE		CTL IRC
Référence : DAE-		
Instruction de la Demande d'Autorisation Exceptionnelle :		
1) Classification de la demande Satisfaisant : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Si non, raisons :		OK NOK <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
1) Validation des § D, E, F et G par l'inspecteur suite instruction suivant §3.4 de l'instruction I-04-00-0 : Satisfaisant : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Si non, raisons :		OK NOK <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
2) Recevabilité des mesures compensatoires supplémentaires : Satisfaisant : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Si non, raisons :		OK NOK <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
3) Conclusion de l'instruction de la demande par l'inspecteur OSAC : Satisfaisant : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		OK NOK <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

<p>4) Avis IRC</p> <p><input type="checkbox"/> Favorable</p> <p><input type="checkbox"/> Défavorable</p> <div data-bbox="280 461 1315 629" style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;">Commentaires :</div>	
<p>Nom, date et visa de l'inspecteur en charge de l'instruction de la DAE :</p>	